

DÉCLARATION DU BUREAU FÉDÉRAL

Suite à cette campagne présidentielle calamiteuse, signe d'une constitution et d'un model électoral à bout de souffle, les citoyens n'ont eu d'autre alternative que de choisir entre un programme nationaliste, raciste et pro-patronal et un autre tout autant pro-patronal et fortement libéral qui nous annonce « l'ubérisation » de la société, la casse des acquis et la remise en cause de notre modèle social, souhaitée par le nouveau locataire de l'Élysée.

Ce programme libéral du président Macron doit être rappelé dans ses grandes lignes car son application ne fera que poursuivre et amplifier la régression sociale sans précédent de la dernière décennie :

- **Loi « Travail » poussée à son paroxysme avec la suppression des dernières digues protectrices du droit des salariés contenus dans le code du travail (fin du salaire minimum de branche et des autres dispositions conventionnelles, remise en cause de la formation professionnelle, etc.)**
- **Indemnités des privés d'emploi conditionnées à l'acceptation d'offres d'emplois de toutes natures, pouvant entraîner une baisse importante du niveau de vie. Mesure qui ne fera qu'accélérer encore l'exclusion sociale et la pauvreté à l'instar de ce qui s'est passé en Allemagne.**
- **Remise en cause du système de retraite par répartition par la mise en place d'une retraite à point qui allongera l'âge de départ, baissera sensiblement le niveau des retraites et remettra en cause très rapidement le niveau des pensions des retraités actuels en discriminant encore plus les femmes, entre autre chose.**

En un mot, ce programme ne fera que poursuivre les politiques d'austérité et de régressions sociales impulsées par l'Europe libérale. Ces politiques poussent les peuples qui les subissent dans les bras d'une extrême-droite fasciste trop contente de se

Macron n'aura d'autres choix, pour mettre en œuvre son programme de destruction sociale, que d'user de violence et de déni démocratique.

nourrir du désarroi et de la misère provoqués par ce libéralisme isolent.

Et, comme cette attaque du monde du travail n'a pas l'assentiment de la majorité de la population, Macron compte bien - comme ses prédécesseurs et certains de ses homologues européens - l'imposer brutalement par ordonnances afin d'éviter tout débat parlementaire. En effet, en manque de légitimité car élu sur une opposition au parti de la haine et du racisme plus que par adhésion à son projet, Macron n'aura d'autres choix, pour mettre en œuvre son programme de destruction sociale, que d'user de violence et de déni démocratique.

La campagne n'est pas terminée ! Les élections législatives qui vont suivre vont être déterminante pour contrer ce projet libéral et permettre un nouvel élan progressiste et solidaire voulu par la Filpac et toute la CGT.

Pour la FILPAC CGT, la mobilisation sociale reste le seul remède à ce coup d'État permanent contre le monde du travail. Mais notre résistance à leur tentative de régression sociétale ne pourra se construire qu'en fonction du niveau de mobilisation et de solidarité que nous serons en capacité d'exercer. Cette solidarité, condition *sine qua none* du rassemblement de toutes les forces sociales, permettra de faire grandir la détermination du peuple et nourrira la volonté nécessaire aux mobilisations à venir !



Le Bureau Fédéral de la FILPAC, réuni le 11 mai 2017 au siège de la Fédération, affirme qu'il ne peut exister de société apaisée sans une politique qui prend en compte tous les citoyens et qui protège les plus faibles. En ce sens, il appelle ses syndicats à multiplier les débats avec tous les salariés, les retraités, les privés d'emploi etc., afin de préparer la riposte qui doit être massive et la plus unitaire possible. Dans ce cadre, la FILPAC appelle l'ensemble des travailleurs à se tenir prêt à toutes formes de mobilisation contre cette politique. **Débattre, échanger, revendiquer, lutter, choisir son camp !**